

Communiqué

Mise au point du Collectif bus suite aux propos du Maire, Mathieu Hanotin, lors du conseil municipal du 3 juillet 2025

C'est avec étonnement et colère que le Collectif bus a pris connaissance des propos du Maire, Mathieu Hanotin, en réponse aux interpellations de l'ensemble des élu·es d'opposition sur la desserte en bus et la tarification de la Ligne bleue (transport à la demande et navette).

L'évolution de la tarification des services de transport pour les personnes âgées est présentée comme une grande avancée pour les senior·es, issue de la seule volonté du maire désireux d'améliorer leurs conditions de déplacements.

Jusque-là, on reste dans de la propagande de bon aloi en vue de la campagne des municipales de 2026.

Le plus grave est ailleurs !

Alors qu'en 2023, il a décidé tout seul, sans aucune anticipation ni concertation, la suppression de la desserte en bus de l'hyper Centre-Ville, le Maire annonce fièrement que « l'offre de transports en commun évolue pour rendre notre ville encore plus accessible ! » et sort de son chapeau une « nouvelle ligne de bus : la 240 », en réalité une navette, qui reliera SFC au marché (nous nous exprimerons dans un prochain Actus Bus sur les questions que nous avons sur cette nouvelle ligne).

Mais il vient de multiplier les mensonges et mystifications concernant notre Collectif bus et les propositions que nous avons faites à plusieurs reprises.

Les voici résumées pour la clarté du propos :

→ Dans un 1^{er} temps, dès que nous avons pris connaissance de l'aménagement projeté de la place Jean-Jaurès, nous avons proposé de maintenir le passage des bus le long de la mairie, ce qui était possible au vu du Permis d'aménager.

→ Puis, lorsqu'il a été clair que l'installation d'un jeu d'enfants sur cet emplacement rendrait cela impossible, nous avons proposé de se rapprocher au maximum de l'hyper Centre-Ville, à partir des annonces faites par le Maire lui-même et Mme Bontinck en réunion publique dès mars 2023. A savoir : depuis SFC circulation du 153 jusqu'au cimetière (un arrêt lycée Paul-Eluard, un arrêt CAF, un arrêt cimetière), rapprocher le 239 du Centre-Ville avec un terminus place Robert-de-Cotte, et doubler la fréquence du 253 qui ne passe que toutes les 20mns.

→ Enfin, nous avons proposé de déplacer l'entrée de l'école Jean-Vilar sur la rue de la Légion d'honneur, ce qui permettrait d'en faire une rue des écoles protégée et de faire passer le 239 place Robert-de-Cotte.

Aucune de nos propositions n'a été discutée avec le Maire, qui les a d'emblée balayées et jugées impossibles. Il est clair que c'est la démonstration d'un refus absolu de nous entendre et de considérer sérieusement nos propositions et notre demande d'une réunion avec IDFM en comité de suivi où les citoyen·nes aient toute leur place. D'ailleurs, à aucun moment nous n'avons pu obtenir une quelconque information ; le Maire a même demandé à IDFM de ne pas nous répondre.

Lors de la séance du conseil municipal de ce 3 juillet, le Maire a dit qu'il y a eu concertation, y compris avec le Collectif bus, sur comment trouver des solutions alternatives. Deux rencontres en deux ans et demi !

→ La première, le 23 mars 2023, avec Mme Bontinck et plusieurs élus, était une prise de contact avec la ville, à notre demande, peu de temps après la création du Collectif.

→ La seconde, le 12 février 2025 (soit deux ans plus tard !) avec M. Lebon, directeur de cabinet du maire, qui nous a annoncé l'arrivée du 239 place Robert-de-Cotte, annonce infirmée deux jours plus tard lors d'un appel téléphonique de Mme Bontinck : « mauvaise information partagée avec vous sur le tracé du 239 » !

Deux rencontres et des échanges informels à la sortie des réunions d'information sur les autres projets du Maire ou par Facebook interposé, ne peuvent être considérés équivalents à une concertation. Et il faut quand même ajouter la promesse d'une réunion pour fin mars 2025, obtenue de haute lutte avec IDFM mais supprimée la veille par M. Lebon sous prétexte que nous n'étions pas d'accord pour soutenir les propositions du Maire.

Et plutôt que de répondre sur le fond et d'engager un échange constructif, M. Hanotin a osé dire : *« À chaque fois qu'on pensait avoir un accord avec le Collectif (une condition posée par IDFM), on nous disait OUI en réunion et le lendemain, on avait un tract qui disait « Retour en centre-ville ». C'est une des raisons du bazar qu'on a avec IDFM et la difficulté pour atterrir. L'action de ce Collectif, des personnes qui le dirigent, ralentit l'action publique »*. C'est ni plus ni moins que de la diffamation envers un Collectif qui n'a pas de dirigeant·es car sa composition est le reflet de la diversité dionysienne puisqu'il est ouvert à tou·tes ; c'est du mépris pour celles et ceux qui alertent, travaillent à trouver des solutions répondant au mieux vivre et exigent l'égalité des droits pour tous et toutes par la mise en place, le maintien, le développement de véritables services publics. C'est aussi une insulte envers les 5 600 habitant·es qui ont signé la pétition, rejoints par des dizaines d'autres qui ont signé la pétition pour le 239. C'est enfin la négation d'un travail commun que nous avons mené localement, en lien avec le MNLE.

Le Collectif bus, les habitant·es de tous les quartiers qui font ville, ont finalement bien compris le choix, assumé, de l'équipe municipale qui dirige la ville depuis maintenant 5 ans. Ce choix, une fois de plus affirmé lors du dernier conseil municipal, exclut les habitant·es de certains quartiers des lieux de vie. Il divise en mettant des soi-disant nouveaux moyens pour un seul quartier et en ignorant d'autres comme La Plaine ou Franc-Moisin dont les habitant·es rencontrent les mêmes difficultés dans leurs déplacements. Sans notre détermination à défendre le Droit à la ville pour tous et toutes à travers le service public des bus, sans la mobilisation active du Collectif bus et des usager·es, aucun des petits acquis n'aurait vu le jour.

Le Maire a dû reculer, c'est grâce à nous !

Et nous allons continuer car nous sommes restés au milieu du gué.

Le Collectif bus continuera à exiger la mise en place d'un comité de suivi présidé par Île de France Mobilités pour aboutir à la meilleure solution possible, dans l'intérêt de toutes et tous.

Les bus doivent redevenir nos lignes de vie !

Saint-Denis, le 16 juillet 2025

Contact : collectifshabitantsbus@gmail.com

Page Facebook: [Collectif pour les bus en centre-ville](#)